

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 14 DECEMBRE 2016**

DS/RT

**OBJET : N° 2.1. ADMINISTRATION GENERALE –
MODIFICATION UNILATERALE DU CONTRAT DE DSP « EAU POTABLE » AVEC LA
SOCIETE SAUR -**

L'an deux mille seize, le quatorze du mois de décembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents excusés :

M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 2.1. ADMINISTRATION GENERALE –
MODIFICATION UNILATERALE DU CONTRAT DE DSP « EAU POTABLE » AVEC LA
SOCIETE SAUR -**

Envoyé en préfecture le 20/12/2016

Reçu en préfecture le 20/12/2016

Affiché le

ID : 007-250700267-20161214-2016BS120060-DE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Le SEBA, en tant qu'autorité délégante, en vertu de son pouvoir de modification unilatérale des contrats administratifs, est habilitée à modifier en cours d'exécution, et sans avoir à recueillir le consentement du délégataire, les clauses de la convention de délégation de service public relatives à l'organisation du service, si cela ne change pas l'objet ni ne bouleverse l'économie de la convention. Dès lors que la mise en œuvre de ce pouvoir de modification unilatérale entraîne un préjudice pour le délégataire, ce dernier doit pouvoir être indemnisé.

Il est aujourd'hui nécessaire de procéder à deux modifications unilatérales du contrat de délégation de service public de l'assainissement du 20 décembre 2007, pour intégrer les clauses suivantes :

- **Article 2.8.13. – Système d'information géographique** : il est ajouté à la fin de l'article le paragraphe suivant : « *Il est demandé au délégataire le géoréférencement en classe A des équipements et réseaux, à titre expérimental et dans les cas suivants :*
 - *A l'occasion d'un renouvellement de branchement ordinaire*
 - *A l'occasion d'une réparation de fuite de canalisation*
 - *A l'occasion d'une réparation de fuite de branchement*
 - *A l'occasion d'une mise à la cote ou d'un renouvellement de tampon*
 - *A l'occasion de sondages ou d'investigations supplémentaires*
 - *Pour la totalité des canalisations, vannes, accessoires de réseau, réservoirs, stations de pompage et de reprise, postes de livraison, tampons de regard et brises charges du réseau dit « ossature » desservant le territoire depuis l'usine de Pont de Veyrières. »*
- **Article 8.2. – Modalités de relève** : il est ajouté à la fin de l'article le paragraphe suivant : « *En vue de la mise en place des régies au 1^{er} janvier 2018, le délégataire procédera à une relève des compteurs des abonnés du SEBA « distribution » entre le 1^{er} septembre et le 15 décembre 2017. »*

Les indemnités demandées par le délégataire pour ces deux modifications unilatérales du contrat se portent à :

- **Article 2.8.13 :**
 - A l'occasion d'un renouvellement de branchement ordinaire : 90 euros H.T. par intervention.
 - A l'occasion d'une réparation de fuite de canalisation : 107 euros H.T. par intervention.
 - A l'occasion d'une réparation de fuite de branchement : 107 euros H.T. par intervention.
 - A l'occasion d'une mise à la cote ou d'un renouvellement de tampon : 80 euros H.T. par intervention.
 - A l'occasion de sondages ou d'investigations supplémentaires : 160 euros H.T. par intervention.
 - A l'occasion du renouvellement d'une canalisation supérieure à 6 mètres linéaires : 12 euros H.T. par intervention.
 - A l'occasion d'une extension de réseau : 5 euros H.T. par mètre linéaire.
 - Réseau ossature « Pont de Veyrières : une somme forfaitaire, incluant la mise à jour cartographique, l'intégration des points, les abonnements : 29 488 euros H.T.
- **Article 8.2** : 80 500 euros H.T.

Il est proposé au bureau d'approuver ces deux modifications unilatérales du contrat de délégation de service public d'eau potable du 20 décembre 2007, d'accepter les indemnités correspondant au préjudice subi par le délégataire, et d'autoriser le président à toutes démarches dans ce dossier.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL